

Relations internationales

VENDREDI 6 MAI 2011

**CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (COFACC)
ORGANISÉE PAR LA PRÉSIDENTE HONGROISE DE L'UNION EUROPÉENNE (BUDAPEST, 6 MAI 2011)**

M. François-Xavier de Donnea, président de la commission des Relations extérieures, a représenté la Chambre à cette réunion.

Échange de vues avec M. Janos MARTONYI , ministre des Affaires étrangères

Le ministre hongrois des Affaires étrangères a dressé un bilan positif des résultats de 4 mois de Présidence hongroise de l'UE.

L'Union européenne a maintenant mis fin aux hésitations qui l'ont handicapée au début de la crise économique et financière. La coopération entre les différents représentants de l'Union (les présidents du Conseil et de la Commission d'une part, et la présidence hongroise d'autre part) peut être qualifiée d'efficace. Toujours sur le plan économique, il faut maintenant s'atteler à définir et à mettre en place une politique européenne de l'énergie.

En ce qui concerne l'espace Schengen, il convient de distinguer entre le dossier de son élargissement à la Roumanie et à la Bulgarie (qui rencontrent désormais les critères techniques pour ce faire – bien que la dimension politique doive également être prise en compte -) et la demande de certains États membres de revoir les mécanismes du système ; ces débats doivent rester distincts.

Quant à la politique étrangère européenne, dont plusieurs voix ont déploré le caractère insuffisamment « commun » dans les réactions européennes vis-à-vis de l'Afrique du Nord, elle a tout de même débouché sur un compromis en ce qui concerne l'assistance humanitaire à la Libye.

Enfin, la Hongrie souhaite que les négociations d'adhésion avec la Croatie trouvent leur aboutissement avant la fin de sa présidence.

Échange de vues avec M. Zsolt NÉMETH, secrétaire d'État au Affaires parlementaires

Le secrétaire d'État a fait un exposé sur la redéfinition de la politique européenne de voisinage (PEV), rendue nécessaire par les nouveaux défis nés sur le flanc sud de l'UE et par les attentes croissantes de son voisinage oriental.

Le « printemps arabe » est l'évolution potentiellement la plus prometteuse qui soit apparue dans le voisinage de l'Union. Celle-ci se doit d'y réagir, en remettant au centre de sa réponse les valeurs qui sous-tendent la construction européenne elle-même – valeurs qu'elle a un peu oubliées dans sa politique vis-à-vis de cette région du monde, au profit de la recherche de la « stabilité ». Dans le même temps, elle doit offrir un développement économique inclusif à ses voisins du sud. Un consensus se dégage pour redéfinir la PEV.

La présidence hongroise attire l'attention sur la nécessité de maintenir un équilibre entre les dimensions méridionale et orientale de la PEV. Elle rappelle également que la PEV et la politique d'élargissement sont deux politiques distinctes et qu'elles doivent le rester.

Dans l'échange de vues qui a suivi, M. François-Xavier de Donnea, après avoir approuvé la recherche d'équilibre entre la politique méditerranéenne et la politique orientale mise en avant par la présidence hongroise, a souligné que, seule, l'Europe ne pourrait pas financer un « plan Marshall pour la Méditerranée » et qu'il serait judicieux de chercher des partenaires – par exemple, parmi les riches pays du Golfe – afin de mettre en place des coopérations triangulaires. Il faudra également faire comprendre aux pays d'Afrique du Nord, où la répartition de la richesse est particulièrement inéquitable, que la construction de leur démocratie doit aller de pair avec davantage de redistribution des richesses sur le plan interne. Enfin, M. de Donnea a demandé que l'on soit vigilant aux conséquences négatives que les événements d'Afrique du Nord pourraient avoir sur la région du Sahel, laquelle pourrait être déstabilisée quand y reflueront les mercenaires engagés par Kadhafi.

Échange de vues avec MM. Pierre VIMONT, secrétaire général exécutif du Service européen d'action extérieure (SEAE), et Stefano SANNINO, directeur général adjoint de la DG « Élargissement »

M. Vimont a fait le point sur la mise en place du nouveau service (SEAE). Celui-ci, qui doit employer quelque 3700 personnes, dont environ 1700 dans la structure centrale à Bruxelles, a désormais son organigramme (certes, encore provisoire), et son budget (0,3% du budget de l'Union). Il s'agit en fait d'un redéploiement des ressources existantes, puisque le personnel a été recruté par transferts (en provenance des services diplomatiques nationaux ou de la Commission) et non en procédant à de nouveaux recrutements. La multiplicité des origines de cette nouvelle administration doit pouvoir être un atout ; l'objectif est toutefois que les différents éléments du SEAE se fondent dans un tout, et développent un esprit de corps spécifique. Jusqu'à présent, l'attention s'est surtout focalisée sur l'établissement du réseau des délégations à l'étranger, qui, en plus de leur mission concernant les différentes politiques européennes, ont à assurer des tâches de coordination vis-à-vis des ambassades nationales. Le fait que le défi majeur pour l'instant soit de répondre au « printemps arabe » a opportunément permis d'éviter l'écueil de trop d'introversion. Comme l'a dit la Haute représentante, la réponse que les Européens entendent apporter aux évolutions qui se sont fait jour dans le monde arabe doit inclure le financement, le marché et la mobilité (Money, Market and Mobility). Notre nouveau partenariat devra s'adresser à la société des pays concernés, plutôt qu'à leurs gouvernements. L'effort supplémentaire en faveur du monde méditerranéen ne se fera pas aux dépens du partenariat oriental : il s'agira plutôt d'une réattribution des ressources dans une logique de conditionnalité et de benchmarking.

Enfin, M. Sannino a souligné l'extraordinaire transformation que connaissent les Balkans occidentaux.